



n°12, février 2009

Dans le cadre du mouvement de grève de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sociétés politiques comparées suspend sa parution mensuelle et publie, en guise de numéro 12, deux éditoriaux qui proposent une analyse critique de la bureaucratisation néo-libérale de la Science.

Alain Trautmann

chercheur CNRS en immunologie (Institut Cochin)

alain.traumann@inserm.fr

De la bureaucratisation de la recherche¹

L'analyse qui suit est celle d'un biologiste qui connaît son ignorance abyssale dans le domaine des sciences politiques et de la sociologie, et qui a été simplement amené à observer le milieu dans lequel il travaille. Il n'y a donc dans ce texte aucune prétention à l'exhaustivité ni même à l'exactitude.

Je crois que l'accroissement actuel de la bureaucratisation de la recherche est une conséquence directe des efforts déployés depuis une dizaine d'années, notamment en suivant des préconisations européennes, pour mettre en place une "société et une économie de la connaissance". Ce terme reflète la conviction des décideurs politiques et économiques que la connaissance, via l'innovation, constitue une source importante de profits potentiels (eux

¹ Cette communication a été présentée dans le cadre de l'atelier « La Bureaucratisation néo-libérale de la recherche », lors de la Deuxième Rencontre européenne d'analyse des sociétés politiques, le 6 février 2009 : <http://www.fasopo.org/reasopo.htm#rencontres>

préfèrent le terme de développement). C'est ainsi que dans l'économie de la connaissance, la production et la transmission de connaissances doivent être pilotés par l'économie. Dans cette logique, il devient nécessaire de mettre en place un instrument de pilotage de la recherche qui permette cet asservissement. Cet instrument est constitué non pas tant par une hypertrophie de l'administration, que par le développement de nouvelles pratiques bureaucratiques proliférantes et multiformes. En tant que biologiste, je ne peux m'empêcher de penser à un processus tumoral. Je ne développerai pas davantage ici cette analogie, bien qu'il y ait des idées intéressantes à y puiser.

L'administration de la recherche remplit évidemment une fonction nécessaire, celle d'être au service de la recherche, en veillant au bon fonctionnement du système, à une répartition efficace des moyens financiers et humains, le tout dans le cadre donné par le pouvoir politique. La transformation bureaucratique consiste à ne plus mettre les différents services administratifs d'abord au service de la recherche, mais à celui du pouvoir politique, pour permettre à ce dernier d'exercer un contrôle étroit de l'activité de recherche, de lier étroitement et exclusivement recherche et innovation, i.e. d'asservir la recherche à l'économie. Au cours cette transformation, on peut paradoxalement observer une réduction de l'appareil administratif classique (c'est ce qui se passe actuellement au ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur), et en même temps une augmentation du poids du cabinet, des conseillers officiels ou non, et une délocalisation du nouvel appareil bureaucratique qui permettra le "*new public management*" grâce à des structures comme l'ANR ou l'AERES. Ces structures ont en général une attitude de défiance pesante et stérile impliquant des évaluations rapprochées. C'est ainsi que l'ANR réclame des rapports de progression des recherches tous les six mois, rapports que sans doute personne ne lit. Quant à l'AERES, elle a élaboré un formulaire d'évaluation des labos dans lequel les évaluateurs seront priés de soigneusement distinguer et de noter de 1 à 5 chacun des items suivants : 1) *L'originalité et la pertinence de l'activité de recherche.* 2) *La qualité et l'impact des publications scientifiques* 3) *La qualité des résultats scientifiques.* 4) *L'existence de programmes de pointe.* 5) *La valeur ajoutée de la recherche pour la connaissance ou la technologie.* Ceci permet (et je cite la prose de l'AERES), de *mettre en place un processus d'assurance qualité* tout en évitant *une approche délibérément algorithmique.*

Ce type de discours permet difficilement de communiquer avec le commun des mortels, il exclut même tous ceux qui n'appartiennent pas à la caste maîtrisant cette novlangue. Je soulignerai deux caractéristiques de ces nouveaux instruments de pilotage : d'abord un usage obsessionnel, magique, religieux, des chiffres et des classements. Ensuite, le

fait qu'ils ne peuvent fonctionner que grâce à la contribution décisive que lui apportent des scientifiques.

Sur les chiffres, et en particulier sur l'obsession de classer les individus, les laboratoires, les institutions : cette réduction d'individus ou de laboratoires à un chiffre a une signification éminemment idéologique et permet de remplir plusieurs fonctions. Elle permet à l'Etat qui a en charge ce service public de faire des économies. Par exemple, (au terme d'un processus éminemment discutable), un comité *ad hoc* désignera les 10 meilleures universités, qui seront les seules à recevoir un ensemble de moyens substantiels, la grande majorité des autres établissements devant se contenter de moyens scandaleusement insuffisants. La division qui s'ensuit a des conséquences importantes. Ceux qui ont décroché la timbale, trop heureux d'avoir été sélectionnés, sont peu portés à protester. Ceux qui ont été proches de la décrocher vont multiplier les efforts pour pouvoir être élus la prochaine fois, ce qui implique de dépasser ceux qui sont alors perçus comme des concurrents et non des partenaires. Cette compétition permanente permet d'accroître l'individualisme, de rompre les solidarités, donc de régner plus efficacement. Pour aboutir à de telles conséquences, n'importe quel classement peut faire l'affaire, fût-il absurde ou lourd de plus d'injustices. L'important n'est pas sa pertinence mais son existence, les économies qu'il autorise, les comportements qu'il induit.

Cet usage effréné des chiffres et des classements n'est pas propre au secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. C'est en réalité toute la société qui baigne dans cette idéologie. A la une des magazines, on voit régulièrement fleurir le palmarès des meilleurs lycées, des meilleurs hôpitaux, des villes où l'on est le plus heureux. C'est ainsi que dans une société du spectacle, des chiffres peuvent être utilisés comme éléments spectaculaires. Les individus ou les établissements qui se retrouvent en queue de classement seront montrés du doigt, et dans ces nouveaux jeux du cirque, quand les décideurs tourneront le pouce vers le bas, les spectateurs et certains médias applaudiront. La très grande majorité des lecteurs ne se préoccupent pas de savoir si la façon dont ont été établis ces classements est raisonnable ou au contraire très discutable. Pour la grande majorité, puisque le classement existe, il est exact. Ce n'est plus l'oracle ou le prêtre qui dit le vrai, c'est le chiffre qui fait foi. Cette foi dans le chiffre va jusqu'à frapper de suspicion, presque d'hérésie, ce qui échappe au chiffrage. L'amour, la loyauté, la générosité, la solidarité sont des catégories non mesurables, donc suspectes, en tous cas dénuées d'importance pour les gens sérieux.

Pour revenir au nouvel appareil bureaucratique qui contribue au pilotage de la recherche, dans des rapports rédigés sur commande et sur mesure, il aligne sans cesse des séries de chiffres et de données statistiques, avec parfois une absence confondante de sérieux

scientifique. J'ai ainsi en mémoire un graphe tiré du rapport Attali, montrant un nuage de points et une droite de régression qui, de toute évidence, ne pouvait correspondre aux points expérimentaux. En revanche, cette droite correspondait à la conclusion désirée, présentée comme prouvée par une fausse analyse mathématique.

Ce nouvel appareil bureaucratique, que j'ai pris soin de distinguer de l'administration classique, est composé d'un ensemble hétérogène d'hommes et de femmes (en l'occurrence, le plus souvent, des hommes). On y trouve de nombreux anciens de Grandes Ecoles, dont certains sont sortis de l'ENA, ont des collègues de promotion à Bercy, peuvent indifféremment se dire de gauche ou de droite, connaissent très mal la recherche mais sont convaincus que leur intelligence supérieure et leurs réseaux leur permettent de prendre les bonnes décisions en tous domaines, sans avoir à écouter ce que disent les acteurs du domaine concerné, en l'occurrence ceux qui sont au front de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Mais ce système ne fonctionnerait pas s'il n'y avait à leurs côtés des proches conseillers, des scientifiques, qui ont pu être très bons dans leur domaine, ou n'avoir jamais rien fait d'extraordinaire, cela n'importe pas. Dans un cas comme dans l'autre ce sont des scientifiques qui ont un goût prononcé pour le pouvoir, ou au moins sont flattés d'être proches du pouvoir, des décideurs, que ceux-ci se trouvent dans la cellule élyséenne, dans un cabinet ministériel ou à la direction des nouvelles agences d'évaluation ou de financement. Certains de ces scientifiques prêts à s'éloigner de leurs laboratoires pour pouvoir naviguer plus près du soleil du pouvoir cachent cette fascination (voire se la cachent), en disant qu'ils vont pouvoir y défendre leurs propres convictions en matière de recherche, et les intérêts de leurs collègues. Ils s'aperçoivent en général vite qu'ils sont là pour appliquer une politique élaborée au-dessus de leurs têtes, et qu'ils n'approuvent pas forcément. Ils ont alors le choix entre démissionner et avaler des couleuvres. Le plus souvent ils choisissent les couleuvres.

Pour conclure ce bref point de vue sur la bureaucratisation de la recherche, il me semble que ce phénomène est rendu nécessaire par l'idéologie de l'économie de la connaissance. Cette dernière ne se présente jamais comme une idéologie mais comme le résultat d'une analyse neutre, objective, quasiment scientifique, faisant un usage immodéré des chiffres, en particulier des classements, censés faire foi. La mise en œuvre de cette politique nécessite un ensemble hétérogène d'individus, au sein desquels on trouve des apparatchiks ayant une approche comptable de tous les problèmes, mais très ignorants de la réalité de la recherche, et par ailleurs des scientifiques qui connaissent bien la recherche, mais que leur fascination pour le pouvoir a amené à tourner le dos à leurs collègues afin de

défendre leurs intérêts propres et de vivre l'illusion qu'eux-mêmes ont du pouvoir. La bureaucratisation de la recherche ne correspond donc absolument pas à une mainmise de l'administration classique sur l'appareil de recherche. Elle est d'autant plus difficile à critiquer précisément et à combattre efficacement que différentes formes de bureaucratisation sont à l'œuvre dans l'ensemble de la société, et qu'une partie de la communauté scientifique participe activement à la bureaucratisation de la recherche, et à sa prise de contrôle par le "*new public management*".

Cette bureaucratisation ne peut fonctionner sans nous. Nous pouvons, nous devons, y résister.

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS (SciencesPo-CERI)

bayart@ceri-sciences-po.org

Le mouvement des chercheurs et universitaires doit maintenant « monter en généralité »

En annonçant la rupture, Nicolas Sarkozy n'avait pas trompé sur la marchandise. Malgré ses incohérences discursives de chauve-souris (voyez mes ailes, je suis libéral et atlantiste, voyez mon corps, je suis national et protecteur), ses objectifs sont clairs : d'une part, soumettre la société française à la dictature d'une rationalité strictement comptable, quantitative et financière, celle du *New Public Management*, en cassant l'autonomie des corps intermédiaires, des institutions, des métiers ; de l'autre, la corseter à grand renfort de lois liberticides, de fichiers, de vidéosurveillance, de descentes policières aux abords des écoles et dans les établissements eux-mêmes sous prétexte de lutte contre l'immigration clandestine et la drogue, d'ingérences dans les médias, la magistrature ou le monde des affaires, d'invocations étatiques de l'« identité nationale » (incitations à la délation à l'appui), de traques contre une « ultragauche » censée être virulente mais dont les juges ont quelque peine à établir la culpabilité. D'un côté, le néo-libéralisme ; de l'autre, le dirigisme, et de plus en plus l'autoritarisme. En bref, le national-libéralisme.

La mise au pas de l'Université et le démantèlement du CNRS, sous prétexte d'« autonomie », de « réforme » et de « mise à niveau internationale », ne sont qu'un pan de ce projet global, qui concerne symétriquement l'hôpital, la médecine jadis « libérale », les

transports, la poste, la Justice, l'Education nationale, et à peu près tous les secteurs sur lesquels l'Etat peut agir. La technique gouvernementale est également partout la même : au mieux, « balader » les partenaires sociaux par des négociations en trompe l'œil ; au pire, les affronter en exhalant le mépris à leur encontre et en taxant de « corporatistes » leurs objections. De ce point de vue, le discours du 22 janvier de Nicolas Sarkozy, dans lequel il exprima de manière particulièrement mal informée et vulgaire son dédain à l'égard de la communauté scientifique et universitaire, fut peut-être une erreur tactique, du fait de l'indignation qu'il suscita, mais certainement pas un dérapage qu'expliqueraient le stress, l'énervement habituel et le machisme de comptoir du président de la République. Le réformisme autoritaire sarkozien, qui attribue à l'Etat le monopole de la modernité et de la clairvoyance, selon une inspiration bien française, suppose que les institutions et les métiers qu'il prend pour cibles soient avilis, afin que soit salie leur dignité, disqualifiée leur argumentation, et brisée leur résistance. Il y a du viol dans cette technique de gouvernement, mais comme dans les opérations de purification ethnique celui-ci est rationnel et stratégique.

Dans ces conditions, les chercheurs et les universitaires ont une responsabilité nationale particulière. Parce que leur métier est de comprendre le monde dans lequel nous vivons, parce que leur vocation est au service du pays et non de ses gouvernants successifs, parce qu'ils doivent rendre compte de leurs travaux aux contribuables qui les financent et à l'ensemble des acteurs sociaux, parce qu'ils tiennent entre leurs mains une bonne part de l'avenir en tant que producteurs et dispensateurs de la connaissance, la grande ressource économique de demain, ils doivent dépasser le répertoire de leurs seules revendications et restituer la cohérence d'ensemble de ce qui se passe aujourd'hui en France. L'asservissement de leur profession à la logique néo-libérale est de la même encre que celui de l'ensemble des services publics et des institutions. Le tout à l'étalonnage (*bench marking*) des performances de la Recherche et de l'Université, appréhendées dans les termes exclusifs de la bibliométrie et des classements internationaux selon des méthodes quantitativistes hautement contestables et arbitraires, leur dévolution à l'autorité toute-puissante de Présidents transformés en grands patrons, la confusion systématique dans le discours présidentiel entre la recherche fondamentale – dont la finalité est la connaissance – et la recherche-développement ou l'innovation – au service de l'industrie – ont leurs exacts pendants. Par exemple, la « tarification à l'activité » (T2A). Celle-ci assure désormais l'intégralité du financement de l'hôpital, la mue de celui-ci en entreprise soucieuse de « maîtrise des coûts de production » et de « positionnement face à la concurrence » sous la houlette compétitive de « chefs de pôle », et la liquidation de l'idée même de qualité des soins au bénéfice d'une logique financière

regroupant les malades en « groupes homogènes de séjours » (GHS) qui déterminent une durée idéale de séjour et une tarification non moins optimale. C'est également dans cet esprit que des chaînes de productivité sont instaurées dans la Justice, qui automatisent cette dernière et l'inféodent à la Police, ou que les services publics sont démantelés parce qu'ils coûtent cher, sans que jamais l'on nous dise ce qu'ils rapportent en termes d'environnement, d'attractivité internationale de la France pour les investisseurs étrangers, de qualité de vie ou de mutualisation et d'économie d'échelle des dépenses des ménages.

Chacun en fait l'expérience quotidienne, comme travailleur salarié ou indépendant, comme étudiant ou comme chômeur, comme consommateur, comme usager, comme patient : en voyant un proche n'être accepté en unité de soins palliatifs que si son espérance de vie est supérieure à 2 jours et inférieure à 35 jours, T2A oblige ; en se heurtant à l'opacité de la tarification de la SNCF, d'Air France ou de la téléphonie mobile ; en devant continuer à se porter caution auprès d'un propriétaire pour un enfant trentenaire, titulaire d'un doctorat, mais cantonné dans un CDD à durée illimitée par un Etat qui est le premier à violer le droit du travail ; en découvrant qu'un tribunal de commerce de Lyon s'enorgueillit de délivrer des sentences certifiées ISO 9001 ; en constatant que son épargne a fondu de 40% en 2008 grâce à la merveilleuse gouvernance néo-libérale des marchés financiers ; en consacrant plus de temps au *fund raising* qu'à la recherche, ou à l'administration dirigiste de l'exercice de la médecine « libérale » qu'à ses malades ; en attendant quatre mois au lieu de quinze jours le raccordement de sa maison au réseau électrique depuis que l'Union européenne a enjoint de dissocier le fournisseur d'énergie de l'exploitant du réseau, pour le bien naturellement de la concurrence et du consommateur !

Il ne s'agit pas de reprendre le vieux débat entre les mérites (ou les défauts) respectifs du marché et de l'Etat, mais de ramener notre classe politique à un minimum de bon sens. Quel est le coût de ces réformes emphatiques et incessantes qui empêchent les gens de travailler, quand de simples ajustements les y aideraient ? Est-il bien raisonnable de livrer notre hôpital, notre Université, notre Recherche, notre Justice, nos services publics à une gestion néo-libérale dont les limites sont devenues patentes aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, et qui a plongé le monde dans la plus grave crise économique et financière depuis 1929 ? Dans quelle société, et selon quelles valeurs, voulons-nous vivre ? Au-delà de leur propre malaise, et de la colère qu'a fait monter en eux le discours insultant du chef de l'Etat, les chercheurs et les universitaires doivent, non apporter la réponse, mais poser la question et alerter leurs concitoyens sur les vrais enjeux du national-libéralisme.